



Plus



Les ordinateurs, nouvelle arme de la terreur ?

Le cyberterrorisme inquiète les experts américains, écrit Alexandre Sirois depuis Washington
Page B4

Bienvenue à Little Kabul, Californie

Judith Lachapelle nous amène dans le plus afghan des bleds américains
Page B5

Histoire d'une vie

Un retour sur l'œuvre du peintre disparu Francesco Iacurto, par Guy Pinard
Page B7

Sa compagne, Laurette Asselin

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 24 NOVEMBRE 2001



YVES BOISVERT

Vingt-cinq ans après son inauguration, le Stade olympique accueille demain le match de la Coupe Grey. Avec la dissolution appréhendée des Expos, cette rencontre entre les Blue Bombers de Winnipeg et les Stampeders de Calgary constituera peut-être le dernier grand événement sportif de son histoire. Un chant du cygne qui ramènera sûrement la « thèse de la dynamite », comme dit l'ancien ministre Claude Charron, à l'ordre du jour.

L'ÉNIGME DU TROU NOIR OLYMPIQUE ENFIN RÉVOLUE



Illustration SERGE CHAPLEAU, La Presse

Stade terminal

Le Stade olympique ! On n'a même pas commencé, et déjà un point d'exclamation. C'est un sujet tellement... trop. Beaucoup trop. Trop cher, trop drôle, trop scandaleux, trop long, trop inutile, trop gros, trop déchiré, trop réparé.

Le Stade olympique est une chose totalement exagérée.

Et puis d'ailleurs, ce n'est même plus un stade. Un stade est un « terrain aménagé pour la pratique des sports, et le plus souvent entouré de gradins ».

Demain, il y aura du football. Une équipe y remportera la Coupe Grey, prendra ses jambes à son cou pour ne plus revenir.

Et après ? Après, il restera des gradins, un terrain, mais probablement plus jamais de sport. Ce ne sera donc plus un stade du tout.

Ce sera un hall d'exposition. Au programme cet hiver : salons de l'auto, de l'habitation (problème de toit ?), du véhicule récréatif, du grand air et de la jeunesse.

Bienvenu au Hall olympique. À la Tente olympique. La Patente olympique. Enfin, comme vous voudrez, mais de stade, c'est bien fini, il n'y en a plus.

Il est né de force et de justesse il y a 25 ans, à la fois en retard (sur l'échéancier) et prématuré (parce qu'incomplet) mis sous incubation gouvernementale l'année d'avant.

Les travaux autour de l'oeuvre de Roger Taillibert n'avançaient pas. Québec a mis la main sur le chantier et créé la Régie des installations olympiques à l'automne 1975. Il ne fallait pas avoir l'air fou devant le monde entier, tout de même.

Quand les Jeux ont commencé, le 17 juillet 1976, le mât n'était pas là et bien des travaux avaient été complétés en catastrophe. Mais les Jeux ont eu lieu, on a oublié tout ça pour faire la fête.

Le problème, avec les Jeux olympiques, c'est qu'ils ne durent que deux semaines. Et le stade, lui, est toujours planté là.

C'est devenu le symbole architectural le plus distinctif, le plus énorme, le plus évident de Montréal. On le voit sur la Rive-Sud, on le voit de la montagne, on le voit

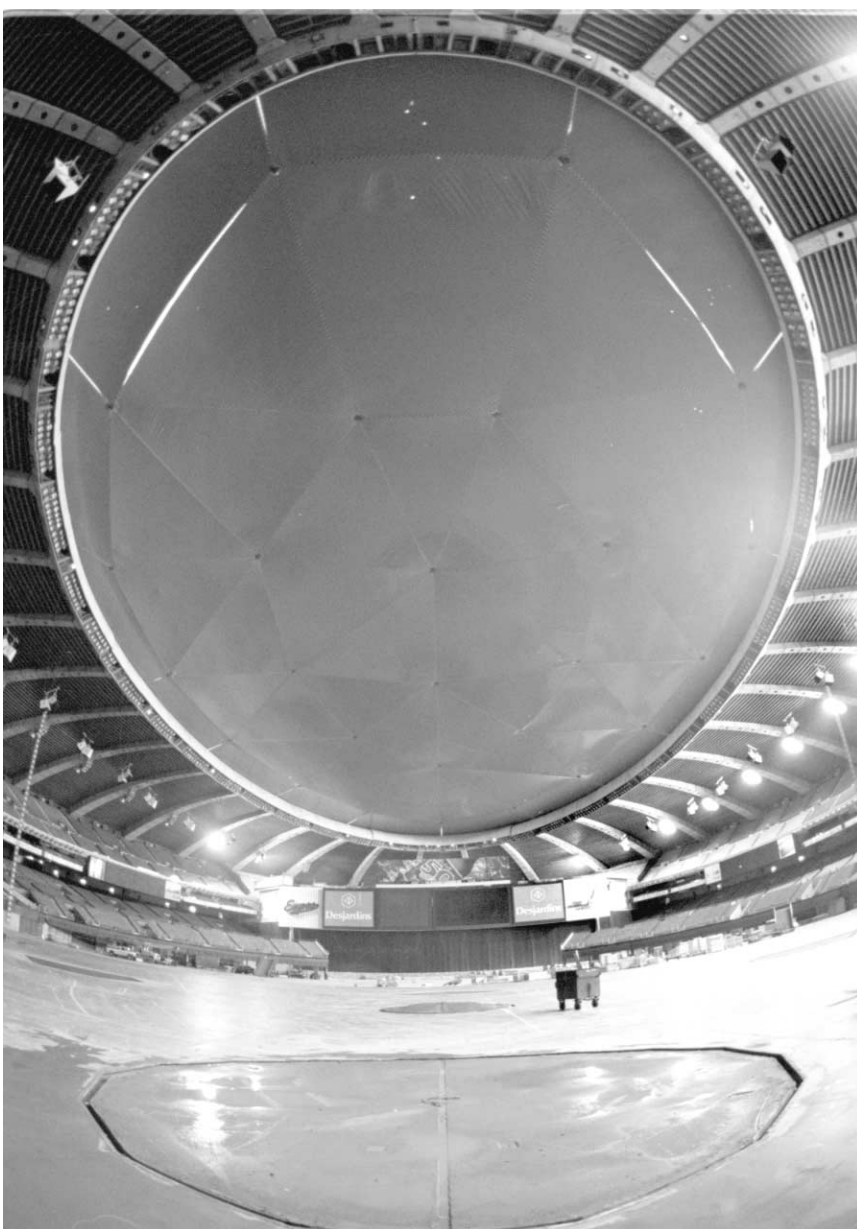


Photo BERNARD BRAULT, La Presse

La toile! D'abord en kevlar, elle vaut maintenant de l'or...

au bout de l'avenue du Mont-Royal, on le voit de partout.

Il n'est pas laid, remarquez. Mais il charrie une telle mauvaise réputation, le souvenir d'un tel enchaînement de problèmes qu'il est une sorte de honte publique impossible à cacher.

On l'a menacé de dynamitage cent fois. Et maintenant que le sport le déserte, pour survivre, il tente de se recycler en vaste foire commerciale, comme si de rien n'était.

Hé, le stade, devine quoi ? On s'en est rendu compte ! Faut pas nous prendre pour des imbéciles.

Quoique...

Cet hiver, en visitant des « véhicules récréatifs », quelqu'un, peut-être, aura un léger sentiment d'absurdité en levant les yeux. Les dieux du stade ont couru ici. Souvent, des dizaines de milliers de personnes s'y sont assises pour l'amour du sport, pour Jean-Paul

II, pour les Rolling Stones, pour Diane Dufresne...

— Dans ce modèle-ci, six adultes peuvent dormir à l'aise ; si vous voulez bien grimper à bord...

Il paraît que c'est rentable, très rentable, les salons. Tant mieux. N'empêche que les revenus de la RIO ont chuté de moitié depuis cinq ans : 31 millions en 1995-96 ; 17 millions en 1999-2000.

Mais quand même ! Quel héritage ! Des salons ! Tout ça pour des salons ! Était-ce bien la peine ?

En 1976, le stade avait coûté 561 millions (en dollars d'aujourd'hui). On y a rajouté 436 autres millions. Au total, les installations olympiques ont coûté 1,46 milliard. Cette dette a été payée à 80 %. Il reste 313 millions à payer, à même la taxe sur le tabac. D'après les estimations gouvernementales, la dette sera éteinte en 2006.

Mais les estimations gouvernementales, souvent, ont été déjouées. Parlez-en à Claude Charron, ancien ministre, celui qui a hérité du dossier après les Olympiques, après l'élection surprise du Parti québécois, le 15 novembre 1976.

Claude Charron a alors 30 ans et René Lévesque le nomme ministre de la Jeunesse, des Loisirs et des Sports. À la première réunion du conseil des ministres, Lévesque signale que le dossier du stade n'a pas été attribué. Marcel Léger, ministre de l'Environnement, fait valoir que l'édifice est dans l'est de Montréal, dont il est le responsable. René Lévesque décide plutôt de confier ce qui est encore un équipement sportif au ministre des Sports.

« J'ai dit : M. Lévesque, je vous remercie de cette marque de confiance. Là, il m'a regardé avec ses yeux perçants et m'a dit : ne me remerciez pas trop vite ! Chaque fois que j'ai été dans la merde par la suite, il me l'a rappelé ! »

Les choses ont vite commencé, ou continué, à aller mal. Dès le mois de décembre 1976, Claude Charron rencontre le conseil d'administration de la Régie des installations olympiques. Un conseil « rouge mur à mur ».

Voir TERMINAL en B2

« C'est rare que je me dise gêné d'être Québécois. Mais quand je regarde le Stade, je me dis : ce qu'on peut être totots, des fois ! »
— Claude Charron



| TERMINAL |

Suite de la page B1

Le président, Claude Rouleau, met sa main dans sa poche pour en sortir une lettre de démission. Une façon d'offrir au gouvernement de placer « son » homme. Charron réplique aussitôt : « Hey, toi, remets ça dans ta poche, on est dans la merde, puis on va ramer ensemble ! »

Charron demande de voir les plans préparés pour la suite des choses, les Jeux étant finis depuis cinq mois. Il n'y a rien. Il fallait cependant de toute urgence faire 14 millions de travaux pour protéger des conduites du gel, vu la précipitation dans laquelle on avait terminé les travaux.

Il fallait ensuite renégocier le

bail avec les Expos. Charles Bronfman avait menacé de faire partir les Expos si le Parti québécois l'emportait. Charron a renégocié à la hausse et le bail a été signé le 31 mars... une semaine avant le début de la saison !

Nous étions en 1977, et il fallait maintenant décider de compléter ou non l'Oeuvre. « On avait fait un bon bout de notre campagne sur le scandale olympique et le PQ n'était pas très chaud à l'idée de compléter le Stade. Jacques Parizeau ne voulait rien savoir. Il était pour « la politique des pots de géranium » : on met un pot de fleurs à chaque coin de l'édifice et on le laisse pourrir ! »

Finalement, une commission présidée par Jean-Claude Marsan recommande de compléter l'ouvrage — sauf Marsan, dissident. La construction du mât reprend en 1979.

Mais quelques semaines après le référendum du 20 mai 1980, Claude Charron apprend que le mât ne peut plus être terminé en béton : trop lourd ! L'assise de béton, coulée dans la précipitation, n'est pas assez solide. Tout l'édifice menace de s'effondrer si l'on monte au complet !

On décide finalement de compléter la dernière partie en acier.

Entre-temps, Charron s'était rendu à Marseille, où est entrepo-

sée la toile du Stade, prête, elle, à temps pour les Jeux. Coût de l'entreposage : 12 000 \$ par mois... en 1977. La faire traverser à Montréal pour la faire entreposer ne donnerait rien. Il faut finir les travaux.

Ce sera fait. Il y aura ensuite la toile, la poutre tombée, les coutures, les déchirures, le toit qui ne se rétracte pas comme prévu... tout le reste.

« Je crois bien que la thèse de la dynamite va gagner en popularité, dit Charron, mais ce serait irresponsable. Il restera là... pour autre chose. »

La faute à qui ? Il y a eu des commissions d'enquête, on a blâmé le maire Jean Drapeau, les syndi-

cats, les sociétés de construction, les ingénieurs, l'architecte, bien sûr, qui lui a blâmé ceux qui ont changé ses plans... « innovateurs ». Trop ? Facile à dire aujourd'hui. On n'en est plus là.

« C'est rare que je me dise gêné d'être Québécois, dit l'ancien ministre. Mais quand je regarde le Stade, je me dis : ce qu'on peut être totots, des fois ! »

En voyant l'Oeuvre entrer dans son stade terminal 25 ans après son inauguration, et en pensant à tous ses coûteux sauvetages, et à l'avenir brillant auquel on promettait cette « huitième merveille du monde », monsieur Charron, on entend votre voix en écho...



Photo Agence France-Presse

Le Stade de Wembley, un amphithéâtre de 80 000 places, a accueilli l'élite mondiale lors des Jeux olympiques de 1948. C'est là que l'équipe nationale de football a remporté sa dernière Coupe du monde, un jour de juillet 1966, dans un match contre l'Allemagne de l'Ouest.

Histoire de stade à l'anglaise



JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

Les Québécois ont appris de dures leçons avec le Stade olympique. Celles-ci pourraient peut-être influencer les Britanniques, comme l'explique notre journaliste.

LONDRES — Bien assis sur sa colline du nord-ouest de Londres, les deux tours blanches qui ont fait sa légende toujours pointées vers le ciel, le Stade de Wembley coule ces jours-ci une retraite paisible, un an après que l'équipe de football d'Angleterre y eut disputé, sous la pluie, un ultime match.

Le stade n'a peut-être pas de toit, et encore moins de mât, mais il est une véritable institution en Angleterre, un témoin privilégié, pendant plus de trois quarts de siècle, de plusieurs grands moments de l'histoire sportive et musicale du pays.

C'est dans cet amphithéâtre de 80 000 places que le pays a accueilli l'élite mondiale lors des Jeux olympiques de 1948. C'est là que l'équipe nationale de football a remporté sa dernière Coupe du monde, un jour de juillet 1966, dans un match contre l'Allemagne de l'Ouest, dont les Anglais parlent encore avec ferveur de nos jours. Et c'est là qu'une pléthore de vedettes du rock se sont réunies en 1985 pour le projet fou de Bob Geldof, le concert bénéfice *Live Aid*.

Mais tout ça, c'est du passé. Depuis le 6 octobre 2000 et une défaite de 1-0 de David Beckham et

des siens contre l'Allemagne, le Wembley Stadium est vide et silencieux.

Si tout s'était passé comme prévu, la démolition du vieux stade inauguré en 1923 serait à l'heure actuelle pratiquement complétée. Et un nouvel amphithéâtre ultramoderne, doté d'un toit rétractable et destiné au soccer et à l'athlétisme, serait en train de naître des cendres de son prédécesseur. Mais les choses se passent rarement comme prévu au pays de Tony Blair et du Dôme du Millénaire. Surtout quand il s'agit d'un stade.

Un fer de lance

C'est en 1998, quelques mois après que la Fédération anglaise de soccer (FA) eut acheté le vieux et inconfortable Wembley pour 103 millions de livres, que furent dévoilés les plans d'un nouveau stade de 90 000 sièges, surmonté d'un arche majestueux censé être visible à des kilomètres à la ronde. Le stade devait être le fer de lance de la candidature britannique pour l'organisation des championnats du monde d'athlétisme de 2005 et de la Coupe du monde de football de 2006.

L'enthousiasme initial s'étiola

toutefois rapidement. Estimé à l'origine à 475 millions de livres, le coût de la construction fut vite réévalué à 660 millions (1,5 milliard de nos dollars !) près de 40 % de plus que le Stade de France, construit dans la banlieue parisienne pour la Coupe du monde de 1998. Le ministre des Sports, Chris Smith, annonça ensuite en décembre 1999 qu'à cause des exigences architecturales propres à un stade de football, Wembley ne serait finalement pas en mesure d'accueillir d'épreuves d'athlétisme. Un deuxième stade devrait être construit ailleurs à Londres.

Puis, le 1^{er} mai dernier, le coup de grâce : la FA avoue qu'elle est incapable de trouver dans la City des banques prêtes à financer la construction et prévient que sans une aide gouvernementale — en sus des 120 millions déjà reçus de la loterie nationale pour l'achat de la Dôme du Millénaire, cet immense bâtiment construit à Greenwich pour marquer le passage à l'an 2000. Le gouvernement y a englouti plus d'un milliard et demi de dollars et est aujourd'hui coincé avec une coquille vide dont il n'arrive plus à se défaire. Soucieux de ne pas voir l'histoire se répéter, Downing Street fait savoir que « le gouvernement n'a pas l'intention de signer des chèques en blanc, ni d'agir comme banque nationale pour les projets qui font face à des difficultés de financement ».

Pour l'éclairer sur la conduite à adopter, un comité présidé par le ministre de l'Intérieur, Jack Straw, nomme conseiller un ancien garçon d'honneur du ministre, Patrick Carter, homme d'affaires dépourvu d'expérience dans la construction

de stades. On lui demande aussi de formuler des recommandations quant au projet de stade de Picketts Lock, élaboré après que les épreuves d'athlétisme eurent été écartées de Wembley.

Début octobre, coup de théâtre : la nouvelle ministre responsable des Sports, Tessa Jowell, annonce l'abandon du projet de Picketts Lock. Motif : la construction, jumelée à la rénovation des infrastructures environnantes, coûterait finalement 220 millions, plutôt que les 87 millions d'abord avancés. (Décidément, l'histoire se répète.)

Londres et la Grande-Bretagne perdent l'organisation des Championnats du monde d'athlétisme de 2005 — obtenus il y a deux ans —, malgré une tentative aussi désespérée qu'inféconde du gouvernement de convaincre la Fédération internationale d'athlétisme amateur (FIAA) de déplacer l'événement à Sheffield. « Si la Grande-Bretagne dépose de nouveau sa candidature, on va exiger de voir le stade d'abord. On ne peut pas leur faire confiance », dit, cinglant, le président de la FIAA, Lamine Diack.

Rapport

L'affaire a rebondi cette semaine, avec la publication d'un rapport d'un comité parlementaire qui critique vertement l'ancien ministre Smith pour sa décision « bizarre »

de retirer l'athlétisme de Wembley. (Le Stade de France montre bien en effet qu'on peut combiner football et athlétisme.) Le rapport s'en prend aussi à la FA, qui n'a pas respecté sa promesse de rembourser 20 des 120 millions de livres reçus de la loterie nationale.

Il y a trois semaines, le président de la FA, Adam Crozier, a déclaré que son organisation « n'aurait pas peur d'abandonner les plans pour un nouveau stade national ». Mais selon les dernières informations qui circulent, un nouveau projet pour Wembley sera annoncé incessamment.

Les choses se passent rarement comme prévu au pays de Tony Blair et du Dôme du Millénaire. Surtout quand il s'agit d'un stade.

Reste que selon les sondages, les deux tiers des amateurs de soccer d'Angleterre préféreraient que le stade national soit érigé à Birmingham, dans le centre du pays, plutôt qu'à Wembley. Le stade, qui serait beaucoup plus accessible pour les fans du nord de l'Angleterre, serait situé à côté d'une autoroute, d'une gare et d'un aéroport. Et les coûts de construction seraient assurément beaucoup moins élevés qu'à Londres.

Pourquoi s'entêter à vouloir construire le stade dans la capitale ? Parce que c'est un pré-requis si le pays veut conserver ses chances d'obtenir un jour la Coupe du monde de football (après l'échec de sa candidature pour 2006) ou les Jeux Olympiques de 2012.

Mais après les déboires des derniers mois, ces chances semblent de plus en plus minces.

Adorable astuce



Photothèque La Presse
Bernard Landry et Jacques Parizeau. Les deux ont été des ministres des Finances. Le premier est premier ministre du Québec, le second l'a été.



Le ministre de l'Éducation, François Legault.



Joseph Facal, ministre des Affaires intergouvernementales.



Paul Martin et Pauline Marois. Les deux ministres 41% des taxes et impôts payés par les Québécois.



DENIS LESSARD

Un référendum sur les points d'impôt ? L'idée n'est pas neuve, le débat qui l'entoure non plus. En retard dans les sondages et à la recherche d'une stratégie pour relancer son option, le Parti québécois soupèse de nouveau les pour et les contre d'un référendum sur autre chose que la souveraineté, analyse le chef de notre bureau de Québec.

QUÉBEC — « Comme c'est astucieux ! » Dans le petit salon au fond du Café Chérier, François Rebello espérait avoir mal entendu.

— Vous devriez choisir un autre mot, M. Parizeau, risqua-t-il.

En décembre 1994, le premier ministre Jacques Parizeau avait déjà qualifié « d'astuce » sa stratégie pour la campagne référendaire à venir. Six ans plus tard, l'adversaire fédéraliste frappe encore sur cette expression malheureuse. Et François Rebello, en cette journée d'automne, voulait éviter que l'erreur se répète.

Quinze jours plus tard, les jeunes péquistes qui prônaient un référendum sur le rapatriement de points d'impôt eurent un sourire entendu lorsque Jacques Parizeau, quasi fiduciaire de l'option de René Lévesque, qualifia publiquement « d'adorable », et non d'astucieuse, leur idée de tenir un référendum sur autre chose que la souveraineté.

Une consultation populaire pour forcer Ottawa à céder une partie de son assiette fiscale. L'idée n'est pas tout à fait nouvelle. Le Jeune Barreau du Québec l'avait proposée il y a dix ans aux audiences de la Commission Bélanger-Campeau.

Le principe est simple. Comme le Québec fait consensus autour de cette nécessité, le résultat d'une telle consultation aurait des allures de plébiscite, et créerait une énorme pression sur Ottawa.

Discorde au PQ

Mais, ironiquement, la stratégie fondée sur le consensus québécois a mis au jour des divergences au sein même du gouvernement Landry.

La poignée de jeunes militants — François Rebello, Sylvain Gendron, Éric Bédard — sont depuis plusieurs semaines dans l'orbite du ministre de l'Éducation François Legault. On surveille de près depuis quelques semaines cet aspirant-chef dans l'entourage du premier ministre Landry. Raymond Bréard, le directeur général du PQ, a eu le mandat d'identifier les « poteaux » sur qui pouvait déjà compter, chez les militants, le titulaire de l'Éducation. Ce dernier n'était pas content de perdre la Jeunesse lors du dernier remaniement, convaincu que M. Landry avait voulu « l'affaiblir », le couper de sa clientèle privilégiée. Retour d'ascenseur bien senti, François Legault s'est vite engagé auprès des jeunes en fin de semaine dernière au Conseil national du Parti québécois : pas question pour lui d'aller au micro, derrière Pauline Marois et Sylvain Simard pour défendre l'étalement des engagements du Sommet de la Jeunesse, de février 2000.

Le référendum sur le rapatriement de points d'impôt, c'est la thèse que défend Legault depuis des mois. Il en avait déjà parlé avec Bernard Landry en février dernier

quand, scellant la succession de Lucien Bouchard, il avait laissé tomber Pauline Marois. Le 3 octobre, lorsque le Conseil des ministres fit avec Bernard Landry le bilan de la dégelée aux élections complémentaires, François Legault revint à la charge avec son idée de consultation sur les points d'impôt.

Après avoir eu la bénédiction de Jacques Parizeau, les jeunes péquistes rencontrèrent aussi Joseph Facal, à son cabinet de la rue McGill. Ancien président des jeunes péquistes, il y a dix ans, Joseph Facal était passablement surpris que l'ancien chef du PQ ait ouvert les bras à une consultation sur autre chose que la souveraineté. L'agenda du jeune ministre des Affaires intergouvernementales, comme celui de François Legault, diffère passablement des plans de l'aile orthodoxe du PQ. Pragmatique, le ministre des Affaires intergouvernementales voit, jour après jour, les conséquences de l'impasse actuelle des discussions constitutionnelles, les avancées d'Ottawa dans les compétences d'un Québec paralysé par le clivage de sa population entre la souveraineté et le fédéralisme.

Legault et Facal n'ont pas voté RIN en 1966, à la différence de Bernard Landry dont la vie d'adulte a été nourrie par un seul projet, la souveraineté.

Quand Bernard Landry lui téléphona pour lui suggérer de laisser la porte ouverte à l'idée d'un référendum sur les points d'impôt, pour renforcer l'impulsion que les jeunes ont toute leur place au PQ, le ministre Facal avait déjà décidé d'aller beaucoup plus loin. Le référendum sur le clivage fiscal n'est pas qu'une piste de solution, c'est ce qu'il faut faire, et rapidement, a expliqué M. Facal dans une entrevue accordée à *La Presse*.

Bernard Landry était d'accord pour une stratégie qui mettrait Ottawa sur la défensive. La commission d'Yves Séguin sur le clivage fiscal entre Ottawa et Québec risquait de se tenir dans l'indifférence totale. Stratégiquement, voir Ottawa administrer une autre gifle à Jean Charest, lui aussi favorable à la récupération de points d'impôt fédéraux n'avait rien de désagréable. Mais Bernard Landry ne pensait pas que son ministre irait aussi loin.

Landry opposé

Car Bernard Landry est opposé à l'idée d'un référendum sur le rapatriement de points d'impôt. Plutôt qu'une consultation, ses stratèges envisagent davantage un crescendo dans le discours, après le dépôt du rapport de la commission Séguin.

Pourquoi ne pas se rendre à Ottawa, idéalement avec Jean Charest, pour exiger un geste du fédéral ? Lucien Bouchard avait fait la même chose pour obtenir, fort d'un consensus à l'Assemblée nationale, des amendements constitutionnels pour mettre en place des commissions scolaires linguistiques plutôt que confessionnelles.

Selon les apparatchiks qui gravitent autour de Landry, un référendum sur les points d'impôt tournerait bien vite à un affrontement entre souverainistes et fédéralistes. Car il est loin d'être certain que les libéraux viendraient se joindre au consensus. Jean Charest a fait savoir qu'il ne rejoindrait pas Bernard Landry dans le camp du OUI.

Dans un geste inusité, le premier ministre réunissait cette semaine les attachés politiques de tous les cabinets qui commençaient à douter de la cohésion du gouvernement et, indirectement, du leadership du grand timonier.

Il y a quelques années, Bernard Landry avait flirté avec l'idée d'un référendum gagnant sur la « nation québécoise », un scénario abattu alors à bout portant par Lucien Bouchard. Cette fois, il pressent que bien des militants veraient dans cette manœuvre une échappatoire pour éviter le vrai rendez-vous, le référendum sur la souveraineté, « une affaire qui aurait l'air d'une astuce », a commenté le ministre de l'Environnement André Boisclair.

Tandis que les jeunes du PQ, appuyés par les jeunes loups du Conseil des ministres, constatent bruyamment que le clivage actuel de la population sur la question nationale a complètement figé les relations Québec-Ottawa, Bernard Landry reste silencieux.

Bien sûr, les sondages montrent que la population souhaite qu'il s'engage à ne pas tenir de référendum dans un prochain mandat. Mais quand on gratte un peu les tableaux des sondeurs, on voit que ceux qui réclament que le PQ élimine l'hypothèque référendaire, voteraient de toute façon pour le Parti libéral.

L'idée d'une consultation populaire pour forcer Ottawa à céder une partie de son assiette fiscale n'est pas tout à fait nouvelle.

Points d'impôt pour les nuls

QUÉBEC — Les points d'impôt existent. Et vous en avez rencontré. Chaque fois que vous complétez votre déclaration de revenu fédérale, à la toute fin, il faut en déduire 16,5 de votre facture d'Ottawa. Un point d'impôt c'est 1% de l'impôt prélevé par le gouvernement fédéral.

Même si le fond du débat sur la disparité fiscale entre Ottawa et Québec paraît bien théorique, la réalité est plus simple et tangible qu'il n'y paraît.

Ottawa et Québec sont en compétition quand vient le temps de puiser dans le gousset du contribuable. Si on pose comme prémisse que le contribuable est bien assez taxé, une conclusion s'impose: pour qu'un gouvernement augmente ses revenus, il faut que l'autre recule et cède ces fameux « points d'impôt ».

Actuellement, les Québécois paient 94 milliards de dollars par année aux gouvernements fédéral, provincial et municipal. Pauline Marois et Paul Martin ont une portion comparable du gâteau, 39 milliards, soit 41% du total de ce que paient les Québécois. Le reste va aux municipalités et à toute sorte d'organismes parapublics.

Mais là s'arrête la similitude. Tandis que le fédéral occupe une part prépondérante du champ de l'impôt sur le revenu — 58% — Québec se retrouve historiquement

dans le champ de l'impôt sur le revenu des corporations. Or, ce secteur croît moins rapidement que celui de l'impôt sur les particuliers. En revanche, dans le secteur des taxes sur les biens et services, Québec occupe plus de place qu'Ottawa, avec 55% de cette assiette de 18 milliards.

Chaque fois qu'il cède un point d'impôt aux provinces, Ottawa perd grosso modo un milliard de recettes. Les 16,5 points (ou pour cent) de votre déclaration remontent à 1964; seul le gouvernement Lesage s'était prévalu de cette offre aux provinces et ses transferts fédéraux avaient été réduits d'autant.

Pour le Québec, la récupération d'un point d'impôt du fédéral représente une recette supplémentaire de 184 millions. Donc 1,8 milliard pour 10 points d'impôt, le scénario sur lequel le ministère de Pauline Marois fait ses simulations.

Le transfert de points d'impôt a un impact bien différent selon la province où il s'applique.

Avec son économie très développée et performante, l'Ontario récolterait 425 millions de chaque point d'impôt transféré. Mais la péréquation viendrait atténuer l'impact d'un transfert. L'Ontario, la province la plus riche, ne recevrait rien en péréquation à la suite d'un tel transfert, mais le Québec obtiendrait 442 millions pour 10 points de transfert. Par habitant, toute les

provinces obtiendraient autour de 300\$, avec l'effet conjugué d'un transfert de 10 points et de la péréquation.

Une autre solution serait qu'Ottawa cède de l'espace au Québec dans le champ de la taxe de vente. Moins de TPS, plus de TVQ. La recette serait plus équitable, « neutre », pour l'ensemble des provinces, une piste que, dit-on, examine soigneusement la commission présidée par Yves Séguin, l'ancien ministre de Robert Bourassa.

Dans tous ces cas de figure, Ottawa réduirait alors d'autant ses transferts aux provinces, un robinet qui se ferme inexorablement depuis 1984. Mais d'un point de vue provincial, les points d'impôt sont plus intéressants, parce que les recettes qu'ils génèrent sont plus visibles. Québec estime par exemple qu'il obtiendrait d'Ottawa 4,5 milliards de plus qu'actuellement si, à la fin des années 1970, le fédéral avait transformé en points d'impôt ses transferts aux provinces pour la santé et l'éducation.

D'un point de vue fédéral en revanche, la solution n'a rien d'attirant. Ottawa perd en visibilité en réduisant ses transferts. Année après année les provinces poussent les hauts cris devant la réduction du chèque des transferts, tout en faisant abstraction des points d'impôt cédés au fil des ans.

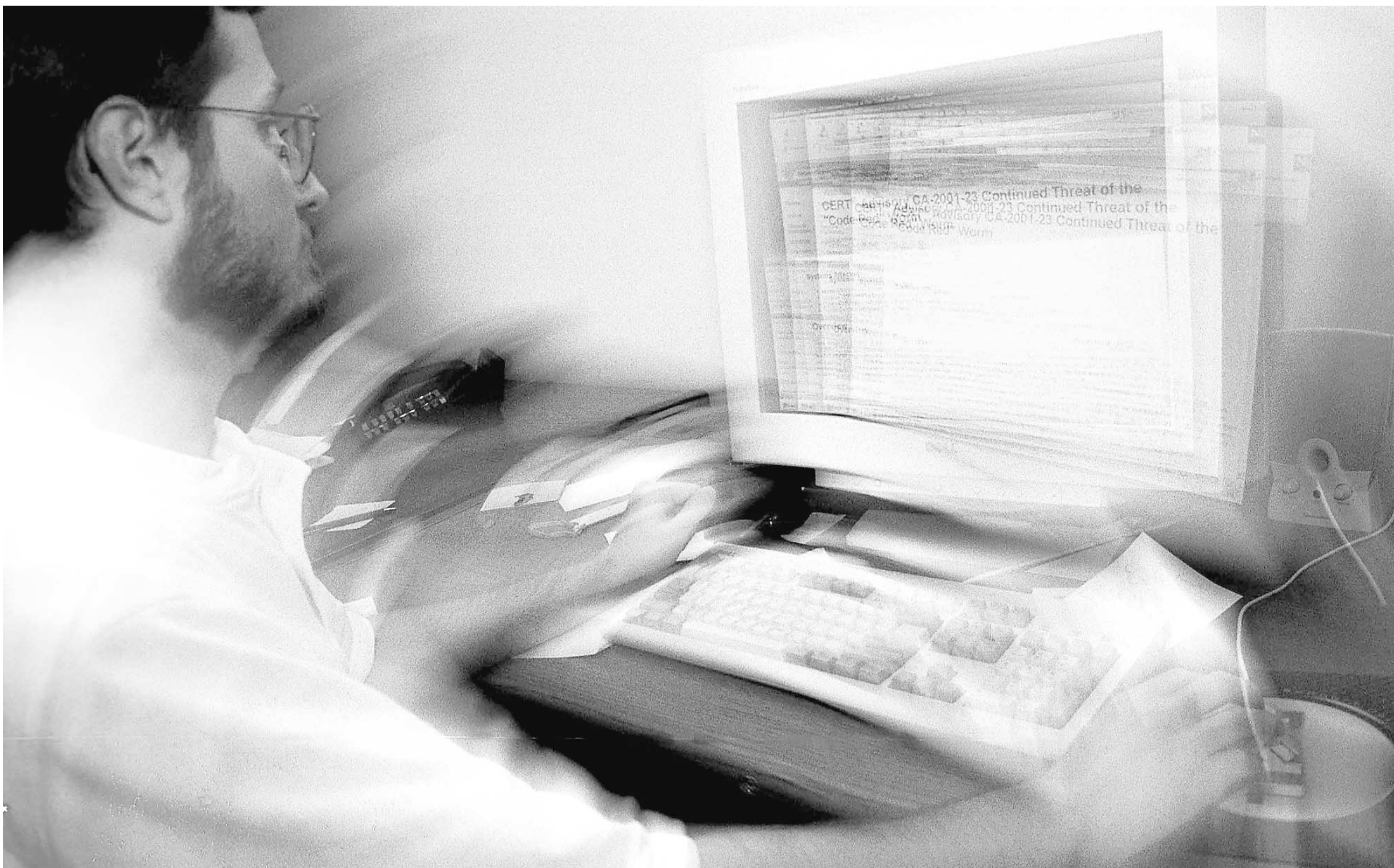


Photo Newscom

Les spécialistes estiment que les États-Unis ont pris du retard dans la lutte contre le cyberterrorisme, mais le vent a tourné depuis le 11 septembre.

Alerte au cyberterrorisme



ALEXANDRE SIROIS

envoyé spécial

À WASHINGTON

Les Américains se préoccupent plus que jamais du cyberterrorisme depuis les attaques du 11 septembre dernier contre le World Trade Center et le Pentagone. De nombreux experts envisagent d'éventuelles catastrophes et réclament des

investissements de plusieurs milliards de dollars pour s'en protéger. Certains craignent même un Pearl Harbor numérique. Mais jusqu'à quel point doit-on prendre cette nouvelle menace au sérieux ?

Président d'un prestigieux centre de recherche américain, élégant, charismatique et décontracté, John Hamre a l'air de tout sauf d'un militaire. Pourtant, lorsqu'il aborde le sujet du cyberterrorisme, on jurerait qu'il se croit sur un champ de bataille.

« C'est un long combat que nous devons mener, et vous êtes sur la ligne de front comme nos troupes en Afghanistan », a-t-il lancé récemment à 200 personnes réunies à Washington dans le cadre d'un forum sur la cyberdéfense des États-Unis.

Pour le président du Centre des études internationales et stratégiques (CSIS), à la suite des événements tragiques du 11 septembre, les États-Unis se rendent compte qu'ils sont presque encore à la case départ en matière de cyberdéfense. M. Hamre va jusqu'à tracer un parallèle entre la situation dans laquelle se trouvent les responsables américains concernés et celle du maire de Chicago en 1871, l'année du grand feu. Après avoir vu sa ville ravagée par les flammes, « il s'est retrouvé sans les plans de suivi nécessaires pour la sûreté et la sécurité », a rappelé M. Hamre.

Les spécialistes estiment que les États-Unis ont pris du retard dans ce domaine, mais ils admettent que le vent a tourné depuis le 11 sep-

tembre. « Il y a maintenant un support incroyable pour s'occuper de ce problème, comme je n'avais jamais vu auparavant », a indiqué le président du CSIS.

Au cours des dernières semaines, le président George W. Bush a démontré que pour Washington, la prévention du terrorisme passe aussi par Internet. À la mi-octobre, il a annoncé la création d'un poste de conseiller spécial du président pour la sécurité du cyberspace. Richard Clark, qui a hérité de ce nouveau mandat, était auparavant responsable de la sécurité, de la protection des infrastructures et du contre-terrorisme au Conseil de sécurité nationale.

« L'Amérique a construit le cyberspace et l'Amérique doit désormais défendre le cyberspace », a déclaré M. Clark lors de sa nomination. L'homme de confiance du président a fait de la cyberdéfense son cheval de bataille depuis plusieurs années. Peu de temps après cette nomination, M. Bush mettait sur pied la commission du président pour la protection des infrastructures critiques, qui aura comme mandat de se pencher tout particulièrement sur la protection des systèmes informatiques vitaux de l'administration américaine et des entreprises privées. M. Clark sera également à la tête de cette commission.

« Je pense que les attaques du 11 septembre nous ont fait réaliser à quel point nos infrastructures sont vulnérables et à quel point l'impact d'une attaque cyberterroriste serait important », affirme Matthew Devost, fondateur du Centre de recherche sur le terrorisme, basé à Washington.

Ce qui inquiète tout particulièrement M. Devost, c'est qu'il a constaté la vulnérabilité de plusieurs infrastructures et que les terroristes se sont convertis à l'informatique. Les organisations terroristes auraient maintenant tendance à recruter moins d'ingénieurs et plus de diplômés en sciences informatiques, dit-il. Ce serait notamment le cas de certains groupes terroristes de Palestine.

S'il est satisfait de voir que l'on se préoccupe de cette nouvelle menace, M. Devost indique que le branle-bas de combat actuel risque de donner des idées aux terroristes à la recherche de cibles. Des actions concrètes sont donc plus nécessaires que jamais. « Nous attirons l'attention sur le problème. Si les terroristes voient que nous sommes nerveux à ce sujet, ils vont se pencher là-dessus », souligne-t-il.

Quelle forme pourrait prendre une cyberattaque ? Elle risquerait premièrement de perturber les systèmes financiers américains. « Même une petite attaque peut

faire du mal à une entreprise, peut encourager les gens à vendre leurs actions par exemple », explique-t-il.

Des terroristes pourraient aussi compromettre la distribution de gaz et d'huile, ajoute-t-il en substance, ou tout bonnement tenter d'empêcher les gens de communiquer. « Et ils pourraient aussi décider d'attaquer plusieurs infrastructures à la fois », déclare M. Devost.

Les terroristes pourraient aussi s'en prendre aux réseaux électriques via Internet, craint Frank Connolly, professeur en sciences informatiques à l'Université américaine de Washington. « Nous sommes tellement dépendants de l'électricité. Je pense que nous pouvons envisager un scénario assez sérieux », estime ce spécialiste de la question du cyberterrorisme.

« Ce qui nous rend si vulnérables, c'est que plusieurs systèmes dépendent maintenant de réseaux informatiques, ajoute M. Connolly. Même les feux de circulation à Washington sont liés à un système informatique central. Alors il serait peut-être possible de les contrôler. »

Quant à la possibilité d'un Pearl Harbor numérique, une expression souvent utilisée par ceux qui redoutent une attaque cyberterroriste d'envergure, M. Connolly la juge fondée. « Si je pense à Pearl Harbor, je pense à une attaque surprise qui aurait un impact majeur sur nos infrastructures. Et je crois que les événements du 11 septembre nous ont démontré que nous pouvons être surpris », dit-il.

Une menace exagérée ?

Jim Lewis est moins alarmiste. Chercheur chevronné au CSIS et directeur du secteur des politiques technologiques au centre de recherche, il affirme que le cyberterrorisme doit être pris au sérieux, mais que la plupart des scénarios catastrophes relèvent du domaine de la science-fiction. « Ce n'est pas une menace aussi grave que certaines autres. Il y a des risques, mais nous tendons à les surestimer un peu », affirme-t-il.

M. Lewis soutient qu'on exagère lorsqu'on brandit le spectre d'un éventuel Pearl Harbor numérique. « Un Pearl Harbor numérique est préférable à un vrai Pearl Harbor. Parce qu'après l'attaque, les bateaux flottent toujours et personne n'a été tué. Vous devez mettre les cyberattaques en perspective. Elles ne sont pas aussi mortelles », dit M. Lewis.

Le chercheur rappelle en outre que les terroristes préfèrent les coups d'éclat, alors qu'une attaque cyberterroriste pourrait passer inaperçue. « Dans les manuels d'entraînement des membres d'Al-Qaeda (l'organisation terroriste d'Oussama ben Laden), on lit que les explosifs sont les armes à privilégier, explique-t-il. Parce que ça fait du bruit, ça impressionne. C'est ce que les terroristes veulent. »

Cela dit, M. Lewis est lui aussi conscient qu'il y a un certain « ni-

veau de risque » quant à l'éventualité d'attaques via Internet. Le pire scénario, selon lui, serait une cyberattaque jumelée à une attaque physique. « Les dommages seraient plus lourds, dit-il. Si les terroristes, le 11 septembre, avaient été capables d'interrompre le service 911 à New York, ça aurait rendu la tâche des secouristes beaucoup plus complexe. »

Et M. Lewis craint, comme tous les experts, l'impact économique d'une cyberattaque. « Il y a un coût économique réel parce que de plus en plus de pays deviennent dépendants d'Internet en tant qu'outil économique. Et les États-Unis sont l'un de ces pays », dit le chercheur.

Il ne voit donc pas de mal à ce qu'on investisse une somme de 10 milliards (c'est le chiffre qui circule actuellement) pour assurer la sécurité des réseaux informatiques américains. Plusieurs entreprises ont subi des pertes importantes à cause des récents virus informatiques majeurs, rappelle-t-il.

« Le coût s'élève à plusieurs centaines de millions de dollars, voire des milliards de dollars. Si une seule attaque peut engendrer des pertes de 12 milliards de dollars en un mois, je pense que ça vaut la peine de dépenser 10 milliards pour réduire ce risque », dit M. Lewis.

« C'est un long combat et vous êtes sur la ligne de front comme nos troupes en Afghanistan. »

Le mauvais côté du progrès

Le chercheur s'inquiète également du fait que les terroristes risquent d'utiliser Internet comme outil pour la collecte d'informations. « Nous ne verrons peut-être pas de cyberattaques terroristes dans le sens dramatique qu'on en donne habituellement, mais ça ne signifie pas que les terroristes ne sont pas en train d'examiner avec minutie notre réseau pour trouver les points faibles des infrastructures informatiques, mais aussi des infrastructures physiques », dit-il. C'est pour cette raison, précise M. Lewis, que l'organisme américain responsable de l'énergie nucléaire a récemment fermé son site Internet, le temps de vérifier qu'il ne contient pas de renseignements pouvant être utilisés par des terroristes.

Les experts estiment tous qu'assurer la sécurité des réseaux informatiques ne sera pas une mince affaire. « L'un des problèmes, c'est qu'Internet n'a pas été conçu pour être sûr. Il a été conçu pour être facile à utiliser. Nous n'arrêtons pas d'y trouver de grands trous en ce qui concerne la sécurité », fait remarquer M. Lewis.

Frank Connolly pense carrément qu'on ne pourra jamais prévenir toutes les cyberattaques, peu importe les efforts qu'on y consacre. Les progrès dans le domaine de l'informatique ne le permettront tout simplement pas. « Chaque fois qu'on fait une nouvelle percée technique, on crée une nouvelle vulnérabilité, explique-t-il. Et on offre de nouvelles opportunités aux cyberterroristes. »



Photothèque La Presse

7 décembre 1941, les Japonais attaquent Pearl Harbor. Un géant qui sommeillait se réveille...

Rêver de Kaboul à Little Kabul



JUDITH LACHAPPELLE
envoyée spéciale
SAN FRANCISCO

Ils sont dans la vingtaine. Ils ont fui l'Afghanistan avant d'entrer à la petite école. Leurs parents faisaient partie de l'élite du pays et risquaient la mort avec les communistes. Ils se sont enfuis et ont refait leur vie en banlieue de San Francisco, où ils

ont créé « Little Kabul ». Depuis que les talibans ont battu en retraite, ils ne rêvent que d'une chose : retourner dans le vrai Kaboul.

« Tu devrais parler à Louna, elle a toujours une opinion sur tout. D'ailleurs, elle veut aller faire de la politique en Afghanistan ! » Louna Amin a donné un coup de coude à son collègue Yama Anwar, qui a éclaté de rire. « Mais il a raison », a souri la jeune fille. « L'Afghanistan a besoin de nous maintenant. »

Louna, Yama, Farhad, Samra, Ilham, Nilufari... Ils sont tous dans la vingtaine et n'avaient pas dix ans quand ils ont quitté Kaboul à l'arrivée des communistes. Dans le petit coin de leur mémoire où ils conservent précieusement les souvenirs de leur tendre enfance, il y a les fleurs du jardin, la maison des grands-parents, le bazar coloré, les montagnes au loin qui bordent une ville animée où les femmes choisissent de se balader voilées ou les cheveux au vent, au son de la musique d'Ahmad Zahir, l'Elvis afghan.

Puis, l'arrivée des communistes. « Je me souviens que mon père m'a pris dans ses bras et qu'il a pointé la montagne », raconte Farhad Azad, qui n'avait que cinq ans à l'époque. « On voyait les chars qui s'en venaient. Je me souviens des soldats soviétiques, à peine sortis de l'adolescence. Mon père disait qu'ils étaient si jeunes qu'ils ne pouvaient porter leurs fusils comme il le faut. »

Et la fuite. Le père de Farhad, ancien diplomate à l'ambassade afghane de Washington devenu éditeur d'un magazine sur l'éducation, était une cible pour les communistes. Les Azad ont rapidement vendu la maison, fait quelques bagages, laissé beaucoup de choses derrière eux, dont les albums de photos. « Mon père avait déjà eu à brûler beaucoup de photos qu'il avait prises aux États-Unis. »

Ils se sont enfuis au Pakistan, dans une petite ville aux moeurs plus conservatrices qu'à Kaboul. Sa mère, qui ne portait pas le voile en Afghanistan, a dû se couvrir la tête au Pakistan. « Mais le plus difficile pour la famille était qu'il n'y avait pas d'écoles pour les filles où nous étions. Pour mes soeurs plus vieilles, comme pour mes parents pour qui l'instruction était très importante, c'a été très dur. »

Deux des oncles de Farhad étudiaient à ce moment aux États-Unis, et c'est ainsi qu'ils ont pu faire venir la famille Azad, qui s'est installée à Nashville, au Tennessee. Farhad a étudié les communications et l'informatique avant de venir s'installer en Californie, dans la baie de San Francisco. Si la Silicon Valley s'essouffle côté emploi (la compagnie pour laquelle Farhad travaillait a fermé ses portes en septembre et il est sans emploi pour le moment), elle abrite cependant la plus grande concentration d'immigrés afghans aux États-Unis. Juste pour cette raison, Farhad Azad ne voudrait pas vivre ailleurs. Sauf peut-être, dans le vrai Kaboul.

Une vingtaine de commerces sont dispersés sur trois coins de rue. Il s'agit surtout d'épicerie où flottent une odeur épicée, où les noix en vrac côtoient les galettes de pain. Le caissier officie devant un mur plein de disques de chanteurs afghans, tous expatriés. Dans la région, on compte 13 mosquées, mais aucun centre culturel afghan, déplore Farhad Azad.

Sur le boulevard Fremont, à part les enseignes écrites partiellement en farsi, rien n'indique qu'on est au coeur de Little Kabul. La présence afghane à Fremont et dans la région est par contre bien réelle : les estimations varient de 40 000 à 60 000 immigrés afghans qui se sont installés dans la baie de San Francisco depuis l'arrivée des Soviétiques en Afghanistan au début des années 1980.

Pourquoi dans cette région ? On dit que c'est parce que le paysage ressemble au vrai Kaboul. Les collines désertiques ont ainsi remplacé les montagnes enneigées. Mais pour le reste, le Kaboul qu'ils ont quitté il y a 20 ans n'a rien à voir avec les images de ville dévastée que diffuse la télévision. Comme si le temps avait reculé...

Pas le coeur à la fête

« J'adore Little Kabul, je ne voudrais pas vivre ailleurs », dit Nilufari Shuja en quittant le bureau plus tôt qu'à l'habitude, à cause du congé de la Thanksgiving. « Je ne me sens pas dans l'esprit des fêtes cette année. Habituellement, tout est illuminé à ce temps-ci », dit-elle en désignant les commerces du boulevard. « Mais les gens n'ont pas tellement le coeur à la fête. »

Les drapeaux américains ont remplacé les décorations de Noël dans les commerces de Little Kabul. Le 11 septembre, Louna Amin était à Los Angeles avec sa mère.

« Nous étions en état de choc devant la télé. Ma mère tremblait. Mon père a téléphoné pour nous dire de rentrer tout de suite à Fremont. » En route, elles se sont arrêtées au restaurant. « Tout le monde nous a regardé, parce que nous avions évidemment un air arabe. Nous sommes reparties au plus vite à la maison. »

Louna secoue ses cheveux noirs. « C'était difficile. Je souffrais pour deux pays. Je souffrais pour les États-Unis, où je vis, où vit mon cousin à côté du World Trade Center, et je souffrais pour l'Afghanistan, où il allait y avoir des représailles. »

Et les frappes sont arrivées. Fallait-il bombarder l'Afghanistan ? Un grand soupir se fait entendre

chaque fois qu'on pose la question. Peut-être fallait-il le faire pour évincer enfin les talibans, sauf que la population affamée, sans abri, souffre plus que jamais... Mais la question est de savoir ce qu'on va faire maintenant. « Il ne faut pas faire confiance seulement à l'Alliance du Nord. Ce ne sont pas des anges eux non plus ! » s'exclame Farhad Azad.

« L'Alliance du Nord a déjà été au pouvoir pendant quelques mois avant les talibans, et ils n'ont rien fait », rappelle Ilham Hosseini, la jeune présidente de l'association des étudiants afghans de l'Université de Californie à Berkeley. « Moi, je dis que les Nations unies doivent absolument y aller pour désarmer la population et maintenir la paix pendant au moins deux ans pour nous permettre de reconstruire le pays. »

Farhad Azad se désole de voir qu'on tente d'unir toutes les ethnies de son pays, mais qu'on ne songe pas à inclure les femmes, les jeunes, les intellectuels. « Le roi pourrait revenir, mais il faudra absolument qu'il y ait de vraies élections », dit-il.

Une chose est sûre : l'idée que les États-Unis quittent le pays dévasté après avoir écrasé les talibans et ben Laden est pire que les bombardements. « Tous les médias du monde sont braqués sur l'Afghanistan en ce moment », dit Yama Anwar. « Il faudra voir si on accordera autant d'attention à la reconstruction. »

Un pays à reconstruire...

Il faut voir leurs yeux qui brillent quand on évoque l'avenir de leur patrie. Même s'ils vivent à l'américaine, même s'ils pratiquent librement la religion musulmane (certains n'observent pas sévère-

ment le jeûne du ramadan et, parmi les femmes rencontrées, seule Ilham Hosseini porte le voile), ils sont profondément afghans.

Ces jours-ci, ils piaffent d'impatience en attendant que la situation se stabilise assez pour qu'ils puissent y retourner. Déjà, leur association de jeunes professionnels afghans répertorie les compétences de chacun en vue de leur trouver un rôle dans le nouvel Afghanistan.

« Je veux faire ma médecine et je veux retourner en Afghanistan, comme la plupart des autres dans l'association étudiante », confie Samra Rashid, qui était trop jeune quand elle a quitté le pays pour en avoir gardé quelque souvenir. Nilufari Shuja, elle, exprime un enthousiasme plus modéré. « J'ai un diplôme en marketing. On aura be-

« Little Kabul, c'est mon idée ! Cela fait des années que je demande à la Ville de rebaptiser le boulevard ! »

Légende urbaine...

« Little Kabul, c'est mon idée ! Cela fait des années que je demande à la Ville de rebaptiser le boulevard ! » Wahid Andesha était en train d'aligner des tables basses et d'arranger les coussins. Un groupe d'une dizaine de personnes était attendu pour dîner au restaurant Salang Pass, l'un des quatre ou cinq restaurants afghans du boulevard Fremont.

L'ingénieur afghan, devenu restaurateur américain, pourrait ainsi faire taire les mauvaises langues qui croient que Little Kabul est né lorsque les journalistes du monde entier ont commencé à affluer dans la ville, au lendemain du 11 septembre. « Au fait, avez-vous une carte professionnelle ? » demande l'épicier Homa Youn. Il garde une pile haute comme ça de cartes des journalistes à qui il a parlé. Japon, Chili, Corée du Sud, France... « Ils sont tous venus ! »

« Il ne faut pas vous attendre à trop gros », m'avait averti Farhad Azad. En effet, Little Kabul n'a rien d'un Chinatown ou d'une Petite Italie, où la nationalité de ses résidents ne laisse aucun doute dès le premier coup d'oeil. Little Kabul est situé à Fremont, à l'est de la baie de San Francisco, au sud d'Oakland. Fremont a tout d'une ville de banlieue ordinaire où les bungalows ont poussé comme des champignons. Le boulevard qui porte son nom n'a rien à envier à certaines de nos cicatrices urbaines du même genre : absurdement large et bordé d'immeubles dépareillés.



Little Kabul n'a rien d'un Chinatown ou d'une Petite Italie, où la nationalité de ses résidents ne laisse aucun doute dès le premier coup d'oeil.



Les drapeaux américains ont remplacé les décorations de Noël dans les commerces de Little Kabul.

soin de compétence en soins de santé et en éducation avant des miennes. Je vais peut-être y retourner, mais ça ne sera pas tout de suite. »

« Mais si nous, nous n'y retournerons pas, alors qui ira aider le pays ? » demande Wahid Andesha. « Je pourrais ouvrir un commerce, ou travailler pour le gouvernement. Même si on me demandait de balayer la rue, je le ferais ! C'est mon devoir d'y retourner. »

Ceux qui ont quitté le pays il y a 20 ans étaient, justement, les plus éduqués. Diplomates, universitaires, juges, enseignants, banquiers, hauts fonctionnaires, écrivains... L'élite afghane, elle est à l'étranger. « On a même de la difficulté à trouver quelqu'un qui a seulement les compétences d'un plombier à Kaboul », dit Farhad Azad.

Farhad, lui, n'est ni médecin, ni enseignant, ni plombier, mais n'a jamais vu autant d'optimisme chez ses compatriotes. Ce qu'il veut ramener en Afghanistan, ce sont les artistes. Il voue un véritable culte aux artistes de son pays, musiciens, peintres, écrivains. Il y a quatre

ans, il a lancé un magazine sur Internet dédié à la culture afghane (www.afghanmagazine.com).

« On a besoin de soigner les gens, d'éliminer les mines antipersonnel, de reconstruire des routes, mais je pense que l'art est une sorte de médication pour l'âme. Nous avons besoin de bibliothèques, de galeries d'art, de musées, de cinémas. Nous avons besoin de comprendre ce qui s'est passé dans notre pays durant les 25 dernières années. »

Tout a été si vite ces derniers temps que leur rêve de retourner en Afghanistan, presque improbable il y a quelques semaines, semble maintenant à portée de la main. « Mais nous ne disons pas que nous ne sommes pas heureux ici, en Amérique ! » disent Louna et Yama, tous deux diplômés et citoyens américains. « Nous sommes chanceux d'être ici, nous avons une vie, nous avons étudié. Ces Afghans qui meurent de faim aujourd'hui, ça aurait pu être nous ! Mais maintenant, nous avons un travail à accomplir en Afghanistan. Nous devons y retourner. »

Un homme, un vrai

DANS CE TEMPS-LÀ, la publicité promettait : « En fin de course, un homme, un vrai ». Je ne sais toujours pas sur ma vérité d'homme, mais je suis certain d'avoir « fait » 10 ans d'armée. D'un peu avant la Crise d'Octobre de 1970 jusqu'à un peu après le référendum de 1980. Bornes fleurdelisées dans un monde unifolié.

Cinq ans au Collège militaire royal de Saint-Jean, inauguré en 1952 — pour permettre aux élèves-officiers francophones de recevoir l'instruction académique et militaire dans leur langue — et sacrifié sur l'autel du déficit en 1995 par le gouvernement de Jean Chrétien.

Au sortir du CMR en 1975, j'avais un baccalauréat en administration et un brevet d'officier signé par la reine Elizabeth ou par quelqu'un qui avait imité son seing. J'étais le 229-755-111 Lieutenant J.D. Lemay, affecté au 12^e Régiment blindé du Canada du 5^e Groupement de combat à Valcartier, la seule base francophone de l'Armée canadienne. J'avais 23 ans, une Renault 15 neuve et je gagnais 840 \$ par mois. Pas loin de merveilleux.

Comme on s'y attendait des jeunes officiers célibataires, j'habitais une suite — un genre de une-et-demie — au mess des officiers. Pas cher. Avec un bar juste en bas où la bière coûtait 90 cents. On en buvait des quantités régimentaires. Le midi, à l'apéro, après le dîner. Seule condition : ne pas arriver en retard « sur la parade ».

À ce même mess l'autre midi, j'étais le seul avec une bière (2,50 \$) à la main. Le colonel Barabé et les membres de son cabinet étaient au Perrier. Pas gêné du tout, mais curieux, je me suis vite enquis de la place de la petite Bleue dans l'armée nouvelle. « Les temps changent, l'Armée aussi, a dit le colonel. Aujourd'hui, éthiquement, un officier ne peut pas retourner au bureau en sentant l'alcool. » Par respect pour ses hommes de qui il exige la même rigueur, ajoute l'adjudant-chef Mario Ouellette, responsable de la discipline des sous-officiers du 5^e Groupe-brigade. « Il y a aussi le .08. Me voyez-vous me faire arrêter par les MP (Military Police) parce que je conduis en état d'ébriété ? »

Pendant le lunch — léger parce qu'on travaille mieux après —, M. Ouellette expliquera aussi le taux de tolérance au harcèlement sexuel : zéro point zéro. « Ça nous a pris du temps, mais là, tout le monde a compris. C'est pas compliqué : on n'endure rien. Et on répète continuellement aux jeunes filles de venir nous voir dès qu'il y a un problème. » Unanimité chez les soldats de sexe féminin à qui j'ai parlé : il n'y a pas de problème. Ou il n'y en a plus.

Dans le temps, il n'y en avait pas de problème non plus. Parce qu'il n'y avait pas de filles dans les unités de combat. Le corps d'officiers comptait les nurses, les bêtes de sexe de la mythologie nord-américaine, et quelques capitaines de logistique et autres « corps de soutien », comme on disait. En juin, l'arrivée de la Réserve, où les personnes du sexe étaient plus nombreuses, provoquaient grand remous dans les rangs.

Aujourd'hui, le mess n'est plus le centre de la vie sociale des militaires. D'abord moins de soldats habitent sur la base. « On gagne assez d'argent pour se payer un appartement en ville », nous a expliqué une jeune caporal. Et la vie de groupe ? « On est parti souvent en exercice ou en opérations, répond un autre. Quand on est ici en garnison, je ne vais pas au Club Keable (le mess des caporaux) à 4 h 30. Je rentre chez nous pour voir ma femme. » Mon adjudant du temps ajoutait toujours : « Pour voir si elle me reconnaît... » Même le sacro-saint TGIF (Thank God, It's Friday) : le 5-à-7 des soldats a été déplacé au jeudi pour donner la chance à tout le monde de partir en week-end tout de suite après le travail, le vendredi.

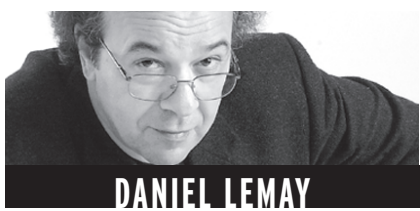
Impensable il y a 25 ans encore quand la famille arrivait toujours deuxième. Derrière le régiment.



En avril dernier, des soldats du Royal 22^e Régiment montaient la garde dans les murs de « leur » Citadelle, pendant le Sommet des Amériques à Québec. Une tâche parmi tant d'autres.

Photothèque La Presse

Objectif : qualité de vie



DANIEL LEMAY

L'ARMÉE SOUS LA LOUPE

SAM	1	> Recruter et garder
DIM	2	> Équiper et entraîner
LUN	3	> Déployer et soutenir

militaire, évoque les problèmes de recrutement et de rétention auxquels se bute cette institution.

Les Forces armées canadiennes recrutent, offrent même des bonis d'enrôlement et commencent à s'occuper sérieusement du bien-être de leurs soldats... et de leurs familles. Dans le premier volet de cette série, et au moment où le Canada envisage de déployer un contingent en Afghanistan, notre journaliste, lui-même ancien

militaire, évoque les problèmes de recrutement et de rétention auxquels se bute cette institution.

Certains s'enrôlent pour l'aventure, d'autres pour la camaraderie. Ou... « Dis-lé, Tremblay ! C'est parce que t'avais pas de job, sti ! » Ou, oui, parce que c'est la seule alternative au chômage. À part les grands économistes, peu y voient par contre la possibilité de « se mettre riche » bien que la solde soit correcte et les avantages sociaux nombreux.

Un simple soldat, qui touche 24 000 \$ par année à son premier chevron, verra son salaire augmenter à 42 000 \$ à sa promotion (automatique) au rang de caporal, après quatre ans de service. « Je ne connais pas beaucoup d'employeurs qui peuvent garantir ça », lance le lieutenant-général Christian Couture, sous-ministre adjoint au personnel au quartier-général de la Défense nationale. Mais les employeurs civils sont obligés de tenir compte des heures supplémentaires et des week-ends, ce que l'Armée n'a jamais fait.

Présentement, le général Couture mène un combat sur deux fronts : le recrutement, avec la méga-campagne multimédias *Découvrez vos forces* — et la rétention. « C'est bien beau de recruter et d'entraîner des soldats, mais après, il faut les garder, explique Christian Couture, le Québécois le plus haut gradé de l'Armée canadienne. Et pour les garder, on doit leur offrir une paye adéquate et une certaine qualité de vie basée sur l'équilibre entre les opérations et la vie privée. L'autre élément essentiel est un système solide de développement professionnel et de reconnaissance de la valeur individuelle. »

Le livre blanc sur la défense de 1994 autorisait aux Forces canadiennes un effectif de 60 000 hom-

mes, mais cela comprend les recrues et les aspirants-officiers à l'entraînement de base, les militaires à l'entraînement de métier (pré-requis pour la promotion à un rang supérieur) et tous ceux qui sont en congé de maladie ou de fin de service. Ce qui fait que les Forces armées comptent présentement sur un effectif « entraîné et fonctionnel » de 53 000 militaires sur une force totale d'un peu plus de 59 000.

Avec des corps de métier qui « flashent en rouge » à cause du manque de personnel : mécaniciens, photographes, policiers militaires et signaleurs, entre autres. L'urgence de la situation a obligé le ministre de la Défense à consentir des bonus à l'enrôlement de 10 000 \$ à 20 000 \$ pour attirer dans ces métiers des recrues qui n'auront pas besoin d'entraînement technique et qui, on le souhaite, pourront « produire immédiatement ».

La récession annoncée aidera-t-elle le général dans sa campagne de recrutement ? « Faut pas se conter de peurs, répond Christian Couture. On est en compétition avec les employeurs civils : quand il y a plus d'emplois que de gens qualifiés, le recrutement est difficile. La situation inverse peut nous aider, mais ça ne veut pas dire que j'applaudis la récession... »

Retour au civil

Dans les rangs, la récession et ses possibles conséquences se présentent sous un autre jour, comme nous l'a expliqué un caporal du 12^e Régiment blindé du Canada. « Est-ce qu'ils vont encore réduire les Forces armées ? Si oui, ça veut dire qu'on aura moins de temps pour

ver leur cul ». Ou parce que sa femme lui a dit qu'il retrouverait la maison vide s'il retourne en Bosnie pour un troisième tour de six mois.

Dans les états-majors, on s'inquiète du haut « rythme opérationnel » qui, dans l'Armée surtout, a provoqué un essoufflement marqué et dangereux dans les troupes « combattantes » et les unités de soutien. Le 5^e Groupe-brigade mécanisé de Valcartier, la plus imposante formation militaire (5000 hommes) en territoire québécois, fournit le gros des 1600 soldats présentement déployés en Bosnie. Et en entraîne autant pour la rotation 10 en mars prochain.

Le colonel Christian Barabé, commandant du 5^e GBM, soutient que le moral est bon même s'« il n'y a pas assez de soldats pour faire toutes les jobs », rappelant que « l'Armée canadienne ne remplit pas le Centre Molson ».

Pour affronter les difficultés du surmenage opérationnel et celles, à peine plus ordinaires, de la famille qui voit son chef, père ou mère, partir pour six mois, le colonel Barabé et son état-major ont mis sur pied le Groupe de soutien au déploiement (le GSD, vous l'aurez deviné), une équipe multidisciplinaire de 15 personnes vouée au soutien des familles des militaires en mission. Travailleurs sociaux, aumôniers, psychologues, bénévoles, agents matrimoniaux et autres professionnels de l'écoute forment cette « grande oreille ». À l'écoute « 24-7 », comme le sonar. Le colonel Barabé aimerait « exporter » dans les autres formations ce concept d'approche globale auquel il travaille en collaboration avec des spécialistes de l'Université Laval.

Entre-temps, il attend l'analyse des résultats des premiers mois d'application du programme en gardant l'oeil sur la statistique ultime : le taux de suicide, une dizaine au cours des 12 derniers mois à Valcartier. Un nombre qui inquiète le colonel-commandant qui « n'accepte pas de perdre des hommes de cette façon ».

À l'autre bout du spectre, dans la moyenne nationale du bonheur, il y a les soldats contents de leur sort et, bien que souvent de façon diffuse, fiers de leur apport au pays. L'adjudant Gagnon du Royal 22^e Régiment prépare son peloton pour la rotation 10 en Bosnie où il n'est jamais allé. « J'ai fait Chypre deux fois mais ça fait longtemps. Je suis prêt pour la Bosnie. C'est notre job. »

— Et votre femme, qu'est-ce qu'elle dit de ça ?

— Elle n'a pas à se plaindre.



Le colonel Christian Barabé, commandant du 5^e Groupe-brigade mécanisé, à Valcartier : une approche pluridisciplinaire au bien-être des soldats.

s'entraîner et pour aller suivre nos cours. On ne pourra plus monter (en grade). Les gars vont s'écoeur et ils vont sortir. »

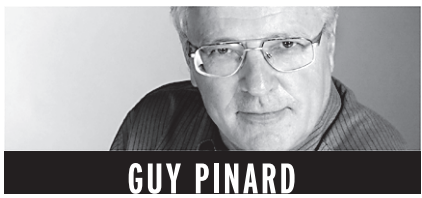
Quand un soldat dit « je sors », il ne parle pas d'une promenade dans le parc, il parle de « retourner dans le civil ». Parce que la vie militaire ne lui offre plus que du sur-place au pas cadencé. Parce qu'il se sent trahi par les politiciens qui ne tiennent pas leurs promesses ou par les généraux qui réussiront toujours, quoi qu'il arrive, à « sau-

HISTOIRE D'UNE VIE



Le photographe Eugène Kedi a surpris Francesco Iacurto à l'oeuvre dans les rues de Québec.

Francesco Iacurto (1908-2001) l'homme aux mille visages et paysages



GUY PINARD

La Presse amorce aujourd'hui une série de reportages occasionnels

explorant la vie d'une personnalité morte récemment. Francesco Iacurto nous a quittés le 7 juillet dernier, deux mois avant son 93^e anniversaire de naissance.

« Deux jours avant sa mort, il nous a demandé de l'amener dehors dans son fauteuil roulant pour voir les fleurs devant la maison. Il adorait ses fleurs même s'il ne jardinaient pas. Puis à son lever, le jour de son décès, il m'a dit : *je vais mourir aujourd'hui !* Et il est mort paisiblement à peine deux mois avant son 93^e anniversaire. Son coeur venait de lâcher. »

Celle qui nous raconte les dernières 48 heures du peintre et portraitiste québécois Francesco Iacurto, c'est Laurette Asselin, sa compagne de vie depuis la fin de 1955 et sa femme depuis le 17 avril 1962. Visiblement très marquée par l'homme mort le 7 juillet dernier, célèbre tant pour ses portraits de personnalités que pour sa façon personnelle de peindre les scènes pittoresques des rues de Québec et les panoramas de Charlevoix. Laurette Asselin réside toujours dans la maison de la rue de la Vigerie, à Sainte-Foy, que le couple habitait depuis 1965, et où se trouve encore l'atelier du maître.

La maison vit toujours au rythme de Iacurto. Ses oeuvres tapissent les murs, les photos de son enfance et des événements marquants de sa vie côtoient les nombreux honneurs qui lui ont été dévolus au fil des ans. Et l'aménagement de son studio — éclairé par une fenêtre où les rayons directs du soleil ne pénétraient que brièvement durant une journée — n'a pas changé depuis ce matin d'avril dernier où il a donné son dernier coup de pinceau sur une oeuvre inachevée consacrée à l'île d'Orléans.

Francesco Iacurto n'est pas tellement connu à Montréal, une enquête auprès de votre entourage vous le démontrerait très rapidement. Pourtant, il est né dans la métropole, il y a fait ses études, y a vécu les 30 premières années de sa vie, y a réalisé de nombreuses oeuvres pour des personnalités ou des entreprises, et ses tableaux ont fait l'objet de plusieurs expositions. Sa renommée, c'est à la ville de Québec qu'il la doit.

« Sa naissance

Déroulons rapidement le film de sa vie. Né le 1^{er} septembre 1908, Francesco Iacurto est le fils unique de Giuseppe Iacurto et d'Angelica Cappobianca, respectivement de Casacalenda et Morone, deux villages voisins de la province de Campobasso, en Italie. Débarqué au pays avec sa femme à la fin du siècle

dernier, Giuseppe (ou Joseph) est photographe professionnel et son studio se trouve au 129 de la rue (actuel boulevard) Saint-Laurent, à l'angle de la rue Vitré (actuelle avenue Viger), studio que visite régulièrement le peintre J.O. Legault dont la tâche consiste à colorier à la main les photos monochromes de Iacurto père. Ce geste en apparence anodin fascine le jeune Iacurto qui se découvre un attrait certain pour la peinture. C'est d'ailleurs sous l'aile protectrice de Legault qu'il produira sa toute première toile à l'âge de 10 ans, un fusain bucolique.

Au retour d'un bref séjour à New York où son père espérait s'installer en permanence, il décide de suivre des cours de peinture, malgré les réticences de ses parents. Ce qu'il fait dès 1922 (il avait à peine 14 ans), d'abord au Monument national des arts et des métiers, sous la férule du portraitiste Edmond Dyonnet, avant d'être de la toute première fournée de la nouvelle École des beaux-arts inaugurée le 1^{er} octobre 1923, dirigée par un autre portraitiste renommé, Emmanuel Fougerat, et où enseignent des sommités telles Fougerat, Dyonnet, Henri Charpentier et Charles Mailard. Parmi ses collègues de classe se trouvent Paul-Émile Borduas, Ernest Newman, Raymond Pellus et autres.

Quand il termine ses études en 1928, Francesco reçoit la première médaille de peinture, de dessin et de sculpture, sans oublier son diplôme de professeur avec la mention *magna cum laude* (« grande distinction »).

Au milieu de 1929, à titre de boursier des beaux-arts, il entreprend la première de nombreuses traversées de l'Atlantique en bateau vers Paris. La découverte de la Ville lumière et de ses nombreux musées l'envoûte, et c'est « cassé comme un clou » qu'il rentre au pays.

En septembre 1929, il commence sa carrière dans l'enseignement, comme assistant de Charpentier à l'École technique de Montréal et comme professeur de dessin à l'école Saint-Vincent-Ferrier. Le krach boursier le force à se débrouiller pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses parents (le père avait dû fermer le studio), et il fait de petits boulots pour arrondir ses revenus d'enseignant : il décore des vitrines, réalise des murales dans un restaurant et dessine les maisons des richards de Westmount qui lui achètent ses oeuvres



Francesco Iacurto peaufinait cette scène bucolique de l'île d'Orléans quand il a donné son dernier coup de pinceau, en avril dernier. À gauche, ce portrait a permis à Francesco Iacurto de mériter un premier prix ex aequo à la fin de ses études.



à 10 \$ pièce (l'un d'eux ira jusqu'à lui verser 250 \$ de plus pour ajouter le chien de la famille !)

Il vit toujours avec ses parents quand, en 1935, il épouse une jeune Montréalaise de souche italienne. Le mariage tourne au désastre et la séparation suit rapidement.

Le départ pour Québec

Francesco Iacurto fait son premier voyage à Québec en février 1936. C'est le coup de foudre ! Deux ans plus tard, il s'y installe en permanence, tout en gardant un pied à terre chez ses parents, à Montréal. Ce qu'il fera jusqu'en 1957 quand ils déménageront chez lui, dans le Quartier latin de Québec.

Il a déjà commencé à vivre exclusivement de ses oeuvres quand, en 1938, survient une rencontre avec celui qui allait devenir son mécène et son tremplin vers la renommée comme portraitiste. Le portrait d'un banquier exposé à la galerie de son ami Jo Morency impressionne le juge Arthur Fitzpatrick. Ce dernier lui demande de faire son portrait, qu'il paie 250 \$, une forte somme à l'époque. C'est ainsi que par le jeu des connaissances et des contacts précieux, il sera le portraitiste officiel de personnalités telles Adélard Godbout, Maurice Duplessis, Jean Lesage et Antonio Barrette, premiers ministres du Québec, l'écri-

travers le monde. Il suffit de consulter Iacurto, de Jules de Jouvancourt, pour avoir une bonne idée de l'ampleur de son oeuvre. Il a conservé un souvenir très particulier de son séjour à Rome en 1956 alors qu'il fut le premier Canadien à peindre les jardins du Vatican. Et malgré l'interdiction, il n'a pu résister à la tentation de coucher sur canevas la promenade du pape (Pie XII).

Francesco Iacurto (il signait de son seul nom de famille après avoir signé Frank Iacurto en début de carrière) comptait beaucoup d'amis parmi les peintres. Mentionnons plus particulièrement Jean-Paul Lemieux et sa femme Madeleine, Umberto Bruni, René Richard et, sur la fin de sa vie, Tex Lecor, qui lui a rendu un vibrant hommage lors des funérailles.

« C'était un gentleman. J'ai eu l'occasion de peindre souvent avec lui (la dernière fois, c'était à Baie-Comeau, il y a trois ans), et il m'a appris une chose : travailler sans relâche. Quand il disait quelque chose, on l'écoutait religieusement », a dit Tex Lecor. Selon ce dernier, deux qualités primordiales singularisent le « style Iacurto » : « Son coup de pinceau, large, sûr, porté par une main solide, et la qualité exceptionnelle de ses demitons qui lui permettaient de reculer l'horizon et d'avancer les sujets, a ajouté Tex Lecor au sujet de celui qu'il appelait Maestro.

Outre la peinture, Francesco Iacurto avait peu de loisirs, mais il aimait écouter de la musique ou regarder un bon match de hockey ou de boxe à la télévision. Et il aimait la bonne chère, arrosée de bons vins.

À quand la rétrospective ?

Comme le couple Iacurto n'a pas eu d'enfants, c'est à Laurette qu'incombe dorénavant la responsabilité de protéger l'oeuvre de Francesco Iacurto. Or, Laurette Iacurto ignore le nombre exact de tableaux peints par son mari en 70 ans de carrière. « Il ne les a jamais comptés et nous n'avons jamais eu de gérant », a-t-elle dit, en expliquant qu'elle s'occupait des choses matérielles elle-même.

Une telle situation ouvre évidemment la porte aux copies, mais Mme Iacurto dit que s'il en existe, elles sont rares et seraient faciles à déceler à cause du style particulier de son mari.

Laurette Iacurto veillera aussi à ce qu'il ne sombre pas dans l'oubli. D'abord en éditant des sérigraphies de ses principaux tableaux pour maintenir bien vivant l'ensemble de son oeuvre. Mais, surtout, en insistant auprès des autorités pour qu'on organise le plus rapidement possible une rétrospective de son infatigable labeur.

Quand on demande à Mme Iacurto laquelle de ses oeuvres elle préfère, elle répond qu'elle les aime toutes. Puis elle disparaît quelques instants et revient avec un immense tableau illustrant la course de canots sur glace pendant le Carnaval de Québec, réalisé en 1991. Sa toile préférée ? Peut-être, d'autant plus qu'elle entend l'utiliser pour des sérigraphies à tirage limité.

Des visages, mais aussi des paysages

Les paysages d'Iacurto témoignent de ses nombreux voyages à

Un membre québécois de Greenpeace risque la prison aux États-Unis



CHARLES CÔTÉ

Avec les attentats du 11 septembre, la situation de Guy Levacher, déjà épineuse, s'est compliquée. Après avoir

manifesté contre le lancement d'un missile antimissile près d'une base militaire américaine en Californie, M. Levacher craint de servir d'exemple dans un pays soudainement moins tolérant pour la dissidence et plus méfiant des mouvements pacifistes. Être dissident, en temps de guerre, est toujours plus périlleux.

Si vous rencontrez Guy Levacher, il vous dira sûrement qu'il est convaincu que le projet de missile antimissile du gouvernement américain est dangereux pour l'avenir de l'humanité. Il vous dira qu'il est membre de Greenpeace depuis sept ans, qu'il est entraîné pour les actions d'éclat non violentes qui sont la signature de cette organisation pacifiste et écologiste.

Tout cela, il peut vous le dire, mais il devra se taire devant les membres du jury qui vont le juger pour conspiration, dans un procès qui pourrait bien marquer l'histoire du

droit à la dissidence et à la manifestation aux États-Unis.

Le 14 juillet dernier, M. Levacher a passé la journée en mer, à jouer au chat et à la souris avec les patrouilles navales et les hélicoptères, au large de la base militaire de Vandenberg. L'armée américaine y a tout de même lancé un missile antimissile, l'énième essai d'un système de défense dont l'efficacité est douteuse et le coût, astronomique.

Au retour, M. Levacher a été arrêté sur le quai de San Luis Obispo, en Californie du Sud. Il s'y attendait : c'est le sort réservé aux



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse

« C'est apeurant de voir que tes droits sont retirés, comme ça, au complet », dit Guy Levacher, un manifestant de Greenpeace accusé de conspiration aux États-Unis.

manifestants depuis 20 ans que la base de Vandenberg est la cible des pacifistes. Mais il ne s'attendait pas à être enchaîné comme un grand criminel, emmené dans une prison fédérale pour y côtoyer des meurtriers et accusés de conspiration.

Comme 14 autres militants et de deux journalistes arrêtés en même temps que lui, il est accusé d'avoir conspiré pour violer sciemment un ordre d'un capitaine de la garde côtière, en entrant dans la zone de la base militaire de Vandenberg, une infraction punissable de six ans de prison et d'une amende de 250 000 \$.

Le 30 octobre, M. Levacher a pu revenir au Canada. Il doit reprendre l'avion vers la Californie le 29 décembre pour y affronter la justice.

Le procès des « Star Wars 17 », comme Greenpeace les appelle maintenant, commence le 8 janvier. Tout ce que le jury aura le droit de savoir, c'est que M. Levacher se trouvait au-delà d'une ligne imaginaire dans l'océan Pacifique, qu'il n'avait pas le droit d'y être et que, par conséquent, l'essai du missile antimissile a été retardé de quelque 40 minutes.

Était-il un manifestant pacifiste qui voulait faire entendre sa voix ? Ou plutôt un terroriste qui a tenté d'empêcher les États-Unis de mieux se défendre contre une éventuelle attaque nucléaire ? À moins qu'un jugement préliminaire de la cour fédérale de Los Angeles ne soit renversé, M. Levacher ne pourra pas le dire. « Je n'ai pas le droit de prononcer les mots « action non-violente », dit-il.

Mais ce n'est pas seule circonstance aggravante pour le militant de 34 ans qui réside à Sainte-Anne-des-Lacs, dans les Laurentides. Depuis, il y a eu les attentats terroristes. « Le climat post-11 septembre va m'empêcher d'avoir un procès équitable », affirme-t-il. C'est aussi, semble-t-il, l'avis de la cour. Le 7 novembre, la date du procès a été retardée de deux mois après que les avocats des manifestants eurent plaidé qu'il serait difficile pour les 17 accusés d'avoir un procès juste et équitable dans le climat politique qui règne actuellement aux États-Unis.

Le procès des « Star Wars 17 » pourrait bien marquer un tournant dans l'histoire au droit à la dissidence et à la manifestation aux États-Unis. « Aux États-Unis, c'est certainement atypique qu'une accusation criminelle (felony) soit déposée dans le cas d'une manifestation pacifique, dit Regina McConahay, professeure de droit à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) et spécialiste du droit à la dissidence. C'est la première fois depuis au moins 30 ans que cela se produit. Normalement, ce serait une simple infraction (misdemeanor). »

Ensuite, il y a cet ordre de la cour interdisant aux « 17 » de plaider que leurs actions étaient justifiées, ou faire preuve de leurs convictions politiques, morales ou religieuses. Ils n'ont même pas le loisir de plaider qu'avec ces interdictions, leur liberté d'expression est violée.

« Cela est une procédure très déraisonnable, mais elle est malheureusement de plus en plus fréquente, dit M^{me} McConahay. En fait, cela veut dire que le jury ne pourra pas jouer son rôle traditionnel, qui est d'être le dernier gardien des droits individuels et des libertés fondamentales comme la liberté d'expression. »

Au Canada, selon Julius Grey, avocat spécialiste des droits de la personne, la liberté de manifester est mieux protégée, mais la situation précaire. « Des accusations de type « complot pour des manifestants pacifiques ne tiendraient pas au Canada », estime-t-il. Cependant, il croit que l'atmosphère qui règne depuis le 11 septembre et le projet de loi C-36 sur la lutte au terrorisme pourraient changer la donne. « Une des victimes du 11 septembre est la liberté d'être controversé, dit-il. Dans l'atmosphère de panique, le policier risque de se donner une liberté sans borne. Quand la société devient plus autoritaire, ils en deviennent le fer de lance. »

44 PAGES
D'IDÉES CADEAUX

NOËL

2001

UN CAHIER SPÉCIAL
AUJOURD'HUI DANS

La Presse

Salon international
du bâtiment et du design

International Building
and Design Show

dmg world media

Salon international du bâtiment et du design 5 et 6 mars 2002

UN ÉVÉNEMENT DU RÉSEAU INTERNATIONAL MEDIA MONDIAL DMG
MONTRÉAL

LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'INDUSTRIE

Architectes, designers, ingénieurs, technologues, entrepreneurs en construction, corps de métiers, services professionnels...

Vous voulez solidifier vos marchés, explorer des alternatives, élargir vos horizons et vos parts de marché ? Le Salon international du bâtiment et du design, c'est la découverte et la présentation des tout derniers produits du monde de la construction et du design, la création de liens solides avec des concepteurs et des entrepreneurs, le contact avec des milliers de professionnels, la rencontre de vos futurs partenaires d'affaires nationaux et internationaux, l'accroissement de vos contacts avec des professionnels de haut calibre et un rendez-vous international unique en son genre!

Des collaborateurs de renom



POUR PLUS D'INFORMATION, CONSULTEZ NOTRE SITE WEB

Salon international du bâtiment et du design

Téléphone: (514) 527-9221 • Courriel: sibd@promexpo.com

Site Web: www.construnet.com/sibd

Denise Veilleux crie à la violation des libertés civiles

CHARLES CÔTÉ

DENISE VEILLEUX, une traductrice de 53 ans d'Aylmer, a l'intention de demander la formation d'une commission d'enquête pour examiner l'action policière pendant le sommet du G-20, la semaine dernière, à Ottawa.

Elle estime que son droit à exprimer sa dissidence a été violé quand elle a été arrêtée durant une manifestation pacifiste regroupant 2000 personnes. Détenu pendant 18 heures, elle a relâchée sans aucune accusation.

Au moment de son arrestation, vers 11 h samedi dernier, elle était agrippée à un jeune manifestant. Apparemment, comme a pu le constater *La Presse*, ce dernier était ciblé par les policiers parce qu'il portait des vêtements noirs et un bandeau sur la figure, comme le font souvent les jeunes anarchistes dans les manifestations antimondialisation.

« Les policiers se sont emparés de cinq ou six jeunes qui n'avaient rien fait, relate-t-elle au cours d'une conversation téléphonique. J'ai tenté de convaincre les gens de s'interposer, mais il n'y avait pas grand monde. Je me suis alors accrochée à un des jeunes et, une minute plus tard, les policiers m'ont projetée par terre, ils m'ont rudoyée et menottée. Au lieu de me laisser me relever toute seule, ils m'ont relevée par les menottes. Ça fait mal, mais ils se disent que c'est parfait, ils cherchent à nous donner une leçon. »

Elle blâme les policiers pour leur tactique, qui a consisté à dresser un cordon de membres de l'escouade anti-émeute en travers du trajet pourtant convenu avec les autorités. « Bloquer le chemin, s'emparer de gens qui n'ont commis aucun acte criminel, c'était de la provocation », dit-elle.

Elle défend son geste de s'être interposée entre les policiers et les jeunes gens masqués qu'ils tentaient d'appréhender. « Comme l'une des organisatrices de cette marche pacifique, je me sentais une responsabilité personnelle vis-à-vis des gens, de la même fa-

çon que si certains s'étaient élancés pour frapper un policier, je me serais interposée. »

Elle est convaincue qu'elle a été fichée par les services de renseignements au moment de son arrestation, en plus d'avoir été soumise à la traditionnelle prise de photographies une fois arrivée au poste. « Nous avons été filmés de face et de profil par un homme non identifié, avant de monter dans le panier à salade. Je suis convaincue qu'on a fabriqué de toutes pièces un dossier sur nous, pas un casier judiciaire, mais un fichier de renseignements. »

Elle se plaint aussi du fait qu'il était difficile de savoir à qui elle avait affaire, sous l'uniforme de l'anti-émeute, alors que trois forces policières différentes — la Gendarmerie royale du Canada, la police provinciale de l'Ontario et la police municipale d'Ottawa — s'étaient regroupées. « Celui qui m'a rudoyé, tout ce que je sais, c'est qu'il avait un habit anti-émeute gris », dit-elle.

Une fois au poste, elle dit avoir eu de la difficulté à faire respecter son droit de consulter un avocat. « J'ai demandé à faire un téléphone, et on m'a répondu qu'il n'y avait pas d'équipement pour ça », dit-elle. On lui a ensuite offert de consulter un avocat de garde, alors qu'elle voulait parler à l'un des membres de l'équipe juridique retenue par les organisateurs de la marche.

Elle attribue l'attitude des autorités « au climat de peur qu'on a instauré dans la population » depuis les attentats du 11 septembre.

Elle craint maintenant qu'avec l'adoption du projet de loi C-36 sur la lutte au terrorisme, le droit à la dissidence subisse un recul. « Avec la loi C-36, les policiers auraient pu nous garder 72 heures, et on n'aurait pas pu savoir sur quels faits leurs soupçons se basaient, parce qu'ils auraient pu nous répondre que c'était une question de sécurité nationale, dit-elle. Déjà, les policiers se sont comportés comme s'ils avaient ces droits. Ils ont des comptes à rendre, on n'est pas encore dans un État policier. »

Lorsque les deux tours se sont effondrées, le cœur de Montréal a tremblé. La Grosse Pomme, c'est notre grande voisine. On va la voir dès qu'un long congé permet l'escapade. Aujourd'hui, notre voisine a mal.

Allez dire « je t'aime » à New York

Le maire Giuliani et le gouverneur Pataki vous invitent. Participez au rallye *Le Canada aime New York*, le samedi 1^{er} décembre à 14 h 30, au célèbre Roseland Ballroom, 239 West 52nd Street. Votre passeport sera votre laissez-passer.

Vivez New York comme vous l'aimez

New York n'a rien perdu de sa vitalité ! Dans ses magasins, théâtres, musées, restaurants, elle vous accueille à bras ouverts. Profitez des aubaines !

Un week-end à prix d'aubaine

- Aller-retour avec Air Canada 179 \$ CA¹ de Montréal (263 \$ CA taxes et autres frais applicables inclus)
Départs: du mercredi 28 nov. au samedi 1^{er} déc.
Retours: du dimanche 2 déc. au jeudi 4 déc.
Consultez votre agent de voyage ou Air Canada au 1 800 247-2262
Demandez le tarif LUVNYC ou visitez www.aircanada.ca
- Aller-retour en autobus avec Greyhound 99 \$ CA² de Montréal ou d'Ottawa
Faites le 1 800 440-3885
- Aller-retour en train avec Amtrak 165 \$ CA² de Montréal
Départ le vendredi 30 nov. et retour le dimanche 2 déc.
Faites le 1 800 USA-RAIL
- Forfait hôtel et autobus 285 \$ CA². Forfait hôtel et train 348 \$ CA²
Montréal et les environs: le 514 790-1111 Réseau TEL-SPEC
Ailleurs au Québec: 1 800 848-1594
- À partir de 169 \$ US³ aux hôtels Sheraton, Westin et W
Renseignements: 1 866 500-0184

Rallye *Le Canada aime New York*

Samedi 1^{er} déc. 14 h 30 Roseland Ballroom 239 West 52nd Street



www.canadalovesny.com

1. Les tarifs Air Canada ne comprennent ni les taxes ni les frais additionnels applicables. D'autres conditions s'appliquent et le nombre de places disponibles est sujet à changement. 2. Les tarifs comprennent les taxes et les frais additionnels applicables. D'autres conditions s'appliquent et le nombre de places disponibles est sujet à changement. 3. Les tarifs hôteliers spéciaux sont offerts selon le principe du premier arrivé, premier servi - tous sont sujets aux taxes locales applicables et à des frais d'occupation.

Cet espace a été offert gracieusement par La Presse.

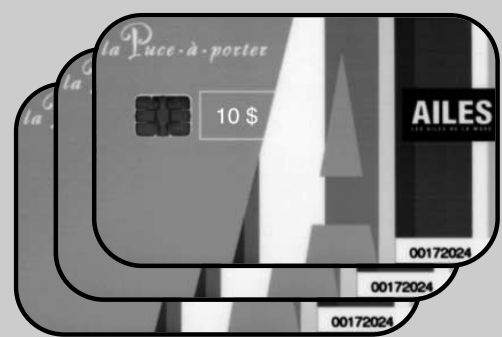
La Presse

Les bébés de l'année 2001

Le samedi 29 décembre prochain **La Presse** regroupera dans un cahier spécial, les photos des enfants nés au cours de l'année 2001.

Que vous soyez parent, grand-parent, oncle, tante ou ami, faites connaître à tous nos lecteurs ce petit trésor né au cours de l'année 2001. Présentez-nous votre précieux chérubin en réservant dès maintenant votre espace pour seulement 36,95 \$ (taxes incluses) et vous recevrez :

GRATUITEMENT



Cartes La Puce-à-porter, d'une valeur de 30 \$.

La Puce-à-porter adore aller magasiner.

Il suffit de la présenter pour payer vos achats.

Valide chez Les Ailes de la Mode et les boutiques du Groupe San Francisco. Non monnayable, non remboursable.

DE PLUS ...

Courez la chance de gagner :

Un ensemble cinéma maison.

- RCA - téléviseur 36"
- RCA - magnétoscope VHS 4 têtes Hi-Fi
- RCA - lecteur DVD/DC numérique
- JVC - récepteur Dolby numérique DTS
- Energy - ensemble de 5 enceintes satellites
- Energy - enceinte d'extrêmes-graves

Une valeur de 4400 \$

Dumoulin
Électronique - Informatique - Photo - Communications



TREMBLANT
Mont Tremblant, Québec



OU

L'un des cinq forfaits famille aux Suites Tremblant.

- Deux nuits pour 2 adultes et 2 enfants dans une suite une chambre à coucher.
- 4 billets de ski de 2 jours chacun ou 4 passeports plein-air été + 4 accès aux piscines et bains tourbillons de l'Aquaclub La Source.

Une valeur de 800 \$ par forfait

Règlements disponibles à La Presse

Votre bébé à la première page du cahier



Votre bébé court la chance de faire la une du cahier Les bébés de l'année 2001.

Parmi toutes les demandes reçues, un tirage au sort déterminera la photo du bébé qui sera en première page couleur de ce cahier spécial. Les parents de notre vedette recevront, quant à eux, un encadrement de cette page.

Hâtez-vous !

La date limite est le 10 décembre 2001.

Remplissez le coupon ci-dessous et retournez-le, avec la photo qui ne doit pas excéder 5 po sur 7 po et qui ne pourra être retournée.

La Presse, Petites annonces, Les bébés de l'année, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____ App. : _____
 Ville : _____ Code postal : _____
 Tél. (dom.) : _____ Tél. (trav.) : _____
 Prénom et nom du bébé : _____
 Fille Garçon Date de naissance : _____
 Prénoms et noms des parents : _____

Ci-joint un chèque ou mandat-poste de 36,95 \$ à l'ordre de La Presse, ltée.

OU Je souhaite effectuer le paiement de 36,95 \$ par carte de crédit :

Visa MasterCard N° de la carte de crédit : _____

Date d'expiration : / / Signature : _____

Blair cite Monnet, Schuman, et dit oui implicitement à l'euro

d'après AFP

BIRMINGHAM – Citant Jean Monnet et Robert Schuman, Tony Blair a invité hier ses compatriotes à éviter les erreurs « tragiques » du passé, les rendez-vous manqués avec l'Europe, se prononçant implicitement en faveur d'un ralliement à l'euro.

« L'histoire de notre engagement en Europe est celle d'occasions manquées au nom d'illusions. Avec, pour résultat, la Grande-Bretagne en payant le prix », a déclaré le premier ministre britannique dans un discours prononcé à Birmingham devant l'European Research Institute.

L'intervention de Blair, dont les grandes lignes avaient été rendues publiques la veille par Downing Street, a déclenché l'ire des eurosceptiques, et notamment d'une partie de la presse conservatrice. Une adhésion de Londres à l'euro signifiera « la fin de la Grande-Bretagne en tant que nation vraiment indépendante », a ainsi affirmé le journal populaire à grand tirage *The Sun* (3,5 millions d'exemplaires). « Que dit le *Sun* à l'euro ? Non, non, non, non. »

Les partisans de l'euro se sont réjouis au contraire du « message positif » de Blair, selon l'expression de John Monks, dirigeant du TUC, la confédération des syndicats britanniques. « Avec la mise en circulation de l'euro en pièces et billets en janvier, le moment est bien choisi pour accentuer la campagne d'opinion » en Grande-Bretagne en faveur de la monnaie unique, a-t-il ajouté.

La livre sterling est passée sous la barre de 1,41 dollar US hier soir, au plus bas depuis la mi-juillet, les investisseurs réagissant à ce discours et à la perspective d'un référendum sur l'adhésion à l'euro.

Blair a été catégorique : l'Union européenne « a réussi et réussira » encore. « Pour la Grande-Bretagne, la tragédie de la politique britannique est le fait que les hommes politiques des deux partis (conservateurs et

travailleurs) ont systématiquement échoué, pas simplement dans les années 50, mais jusqu'à ce jour » lorsqu'il s'est agi de « apprécier la réalité de l'intégration européenne », a-t-il poursuivi.

Blair n'a pas fait mystère de l'objectif de ce discours, sans doute l'un des plus favorables à l'intégration européenne depuis son arrivée au pouvoir, en 1997 : « L'avenir de la Grande-Bretagne, a-t-il dit, est inextricablement lié à l'Europe. » « Nous devons en profiter le plus possible, y faire sentir notre force et notre influence. Et pour cela, nous devons être des partenaires à fond, pas avec des réserves. »

Il a aussi souligné qu'une adhésion à l'euro ne devait être conditionnée qu'à des critères strictement économiques. « Si les conditions économiques sont réunies, des obstacles politiques ou constitutionnels ne doivent pas nous empêcher de rejoindre (la zone euro) », a-t-il affirmé.

La Grande-Bretagne a énuméré dès octobre 1997 cinq critères dits de convergence, préalables indispensables selon elle à un ralliement à la monnaie unique européenne, question qui sera tranchée par un référendum. L'adhésion de Londres à l'euro pourrait bien être le point d'orgue du deuxième mandat de Blair, triomphalement réélu en juin.

Le parti libéral-démocrate, troisième parti du pays, a appelé Blair à convoquer un référendum sur l'euro sans plus tarder. Même frustration chez le député conservateur européen Ian Taylor, président du Mouvement européen : « Pourquoï diable Tony Blair n'a-t-il pas tiré la conclusion logique qu'il n'était pas dans l'intérêt britannique de rester hors de l'euro ? »

C'est que les sondages font apparaître une opinion publique toujours majoritairement hostile à cette adhésion, avec toutefois une érosion non négligeable des opposants. Une enquête ICM publiée hier par le *Guardian* montre ainsi que les « anti-euro » représentent aujourd'hui 58 % de l'opinion, les « pro-euro » 28 %. Les chiffres étaient respectivement de 71 % et 18 % l'an dernier.

Ensemble de ski de randonnée Touring 52

SPÉCIAL 239⁹⁵ \$ Économisez 105 \$
Régulier 344⁸⁵ \$

L'ensemble comprend :

- Bottes Salomon Escape 4 ou Vitane 4
- Skis Atomic Touring 52
- Fixations automatiques Salomon
- Bâtons Karhu TR 1
- Préparation et installation

Collant Subzero Sugoi

- Idéal pour le ski de randonnée ;
- fabriqué d'un tricot broissé extensible (80 % polyester et 20 % Spandex) ;
- coutures à plat ;
- taille élastique avec cordon réglable ;
- marine seulement ;
- disponible dans les tailles P à TTG pour hommes et TP à TG pour femmes.

SPÉCIAL 39⁹⁵ \$ Économisez 30 \$
Régulier 69⁹⁵ \$

LA CORDÉE

Promotion en vigueur jusqu'au 2 décembre 2001 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Les produits peuvent différer des modèles illustrés.

Maintenant 2 adresses pour mieux vous servir.

2159, rue Sainte-Catherine Est, Montréal H2K 2H9 Métro Papineau
2777, boul. St-Martin Ouest, Laval H7T 2Y7, près de l'autoroute 15
Tél. : (514) 524-1106 • www.lacordee.com